LE DEVOIR

Libre opinion

L’urgence climatique existe, elle ne relève pas d’une opinion

Nous devons considérer l’urgence climatique dans une perspective de justice climatique.

Photo: Guillaume Levasseur Le Devoir «Nous sommes déjà nombreux à signer des pétitions, à manifester, à correspondre avec nos députés, à entamer des grèves et à affronter les lobbys pétroliers en exigeant qu’ils soient tenus pour responsables», écrit l'autrice.

Juliette Burt-Briand

Publié le 17 sept. 2020

Avant d’aller travailler samedi matin, j’écoute la radio. Une journaliste relate les faits : bien qu’il existe une multitude de facteurs qui contribuent à la hausse en fréquence et en intensité des feux de forêt en Californie en automne, les dérèglements climatiques anthropiques amplifient et multiplient fortement tous ces facteurs de risque. Elle ajoute d’un ton grave que ce n’est qu’un début, et que nous devons nous préparer à vivre de plus en plus de catastrophes météorologiques.

Tout ça, nous l’avons déjà entendu. Pourtant, le commentateur termine l’entrevue, puis, rieur, répond : « Bon, il y a définitivement matière à débattre ! Peut-être que oui, ou peut-être qu’il ne faut

pas partir en peur. » Ces paroles sont comme une claque dans la figure ou un seau de glace qu'on me vide sur la tête. Que faudra-t-il subir pour que nous décidions d'agir rationnellement, en écoutant le consensus scientifique ?

Nous connaissons les étapes à suivre pour que la vie sur la Terre puisse fleurir en santé. Nous devons exiger une transition rapide vers la fin de l'extraction de combustibles fossiles et vers l'utilisation d'énergies renouvelables. Nous devons lutter pour redresser les moyens de production afin de réellement contrôler les industries financières et énergétiques qui contribuent consciemment au ravage des écosystèmes. Nous devons financer à long terme le système de santé et la recherche scientifique pour répondre à une demande grandissante de soins équitables et de technologies propres.

Nous devons considérer l'urgence climatique dans une perspective de justice climatique, et agir en tenant compte du fait que les pays qui contribuent le plus aux émissions de gaz à effet de serre sont ceux qui en souffrent le moins et que les populations pauvres exploitées par les industries textiles et agricoles souffrent plus directement de l'instabilité des terres et de leur environnement. Nous devons encourager la démocratisation des sociétés et les processus de décolonisation afin d'assurer le bien-être des peuples, pour qu'ils soient aptes à participer à une relance verte. Nous devons choisir les initiatives agricoles locales. Nous devons investir dans des infrastructures de transport vert, comme l'inauguration de réseaux cyclables et de systèmes de transport en commun accessibles.

Opposons-nous aux coupes forestières dans Lanaudière, sur le territoire des Attikameks, à la construction dangereusement insensée du gazoduc GNL Québec, aux projets de loi comme le 61, qui donneraient à la CAQ le pouvoir d'adopter des résolutions écocidaires. Demandons une relance économique qui repousse toute tentative d'investir dans les secteurs des énergies fossiles, qui se débarrasse des politiques de *greenwashing* et de langue de bois. Soyons solidaires envers les peuples partout dans le monde qui déclenchent des révolutions sociales pour obtenir une planète universellement riche et verte. Écoutons les scientifiques comme nous les écoutons pour les mesures sanitaires.
Nous sommes déjà nombreux à signer des pétitions, à manifester, à correspondre avec nos députés, à entamer des grèves et à affronter les lobbys pétroliers en exigeant qu'ils soient tenus pour responsables. Il s'agit donc de continuer à se serrer les coudes (même à deux mètres), d'être encore plus nombreux à lutter, de diversifier nos tactiques et de tenir tête à la désinformation, jeunes ou vieux.

J'entends déjà le discours réducteur qui résonne un peu partout face à ces responsabilités : les environnementalistes sont des alarmistes qui poussent leur programme politique socialiste en

tenant des discours de peur. Ils sont-tu beaux, les jeunes dans la rue, ils sont donc ben *cute*, ils ont de la fougue, mais ils exagèrent !

Dire la réalité, ce n'est pas partir en peur, monsieur le commentateur. C'est se tenir droit debout et accepter les changements difficiles que nous devons prendre afin de survivre. C'est se demander sérieusement comment nous allons organiser une transition verte. C'est innover. Cette lutte n'est pas basée sur la peur, sur une idéologie X ou sur l'espoir. Elle est basée sur la recherche scientifique conservatrice. Elle est en vie grâce aux militantes et aux militants qui demandent des actions nécessaires pour éviter le pire, pour pouvoir respirer de l'air propre et avoir la simple possibilité de jouir de la vie et de la nature de façon durable. Nous n'avons plus le choix de bouleverser le système si nous voulons grandir en sécurité, cela ne fait aucun doute. Nous ne voulons pas subir des vagues de famine, des sécheresses, des inondations, une immigration de masse désorganisée et déshumanisante… Nous voulons vivre en communautés écoresponsables qui honorent leur responsabilité envers la génération suivante et qui ne perdent pas de vue leur lien à la Terre.

J'ai 19 ans et je suis fatiguée, comme la grande majorité. Je ne sais pas toujours quoi faire pour aider, mais tout comme je comprends pourquoi je dois porter un masque, je comprends pourquoi j'ai le devoir de m'opposer aux politiques naïves et anti-écologistes. Je suis pour une économie verte qui a du gros bon sens et je ne suis pas la seule.

Ce texte fait partie de notre section Opinion, qui favorise une pluralité des voix et des idées en accueillant autant les analyses et commentaires de ses lecteurs que ceux de penseurs et experts d'ici et d'ailleurs. Envie d'y prendre part? Soumettez votre texte à l'adresse opinion@ledevoir.com. Juste envie d'en lire plus? Abonnez-vous à notre Courrier des idées.